

Circulaire d'information

INFCIRC/815

30 mai 2011

Distribution générale

Français

Original: anglais

Communication datée du 20 avril 2011 reçue de la Mission permanente de l'Ukraine auprès des organisations internationales à Vienne, contenant la Déclaration publiée lors du Sommet de Kiev sur l'utilisation sûre et innovante de l'énergie nucléaire

Le Directeur général a reçu une lettre datée du 20 avril 2011 du Représentant permanent de l'Ukraine auprès des organisations internationales à Vienne, contenant le texte de la Déclaration des chefs d'État et de gouvernements et des représentants des États et organisations participant au Sommet de Kiev sur l'utilisation sûre et innovante de l'énergie nucléaire, publiée le 19 avril 2011.

Conformément à la demande formulée dans la lettre, la déclaration susmentionnée est reproduite ci-après pour l'information de tous les États Membres.

Sommet de Kiev sur l'utilisation sûre et innovante de l'énergie nucléaire Avril 2011

DÉCLARATION des chefs d'État et de gouvernements et des représentants des États et organisations participant au Sommet de Kiev sur l'utilisation sûre et innovante de l'énergie nucléaire

Nous, chefs d'États et de gouvernements et représentants des États et organisations participants, sommes réunis à Kiev à la veille du 25^e anniversaire de l'accident de Tchernobyl pour réaffirmer notre engagement à coopérer dans le domaine de la sûreté nucléaire, en vue de renforcer nos capacités collectives pour empêcher que ce type d'accidents ne se produise à l'avenir et en atténuer les effets au cas où il s'en produirait un.

Ce matin, nous avons examiné le résultat des efforts de coopération faits par la communauté internationale, notamment par les pays du G8 et plus de 20 autres États, l'UE et la BERD pour déclasser la centrale nucléaire de Tchernobyl et pour que le site du réacteur endommagé redevienne un lieu sûr et sécurisé pour l'environnement. Nous avons démontré notre volonté et notre capacité à travailler ensemble pour résoudre les incidents nucléaires. La conférence d'annonce de contributions pour Tchernobyl a permis de mobiliser 550 millions d'euros. Certains États réfléchissent au montant de leur contribution. Ces fonds servent à financer l'achèvement des derniers stades des travaux destinés à rendre sûr le site du réacteur 4 endommagé et témoignent de notre capacité à tourner, ensemble, la page de ce lourd héritage nucléaire.

Gardant présent à l'esprit les enseignements tirés de la catastrophe de Tchernobyl, nous sommes convaincus que l'application de mesures de sûreté doit rester une priorité absolue dans toutes les activités liées à l'utilisation de l'énergie nucléaire. Les normes les plus élevées de sûreté nucléaire sont un préalable indispensable à l'utilisation de l'énergie nucléaire.

Ce qui se passe actuellement à la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi nous rappelle combien il est important de renforcer la sûreté nucléaire et de réagir rapidement en cas d'accidents et de situations d'urgence nucléaires, y compris ceux causés par des catastrophes naturelles de grande ampleur. Il est ainsi démontré que la sûreté nucléaire est renforcée lorsque la communauté mondiale unit ses efforts pour relever ces défis.

Nous sommes fermement convaincus que la coopération et l'échange de pratiques optimales dans les domaines de la planification, du choix des sites, de la construction et de l'exploitation d'installations nucléaires contribueront à renforcer la sûreté nucléaire. À cet égard, nous demandons instamment à tous les États qui ne l'ont pas encore fait d'adhérer à la Convention sur la sûreté nucléaire dans les meilleurs délais. Nous exhortons le secteur de l'énergie nucléaire et les organismes de réglementation des États qui ont des centrales nucléaires de réexaminer le parc installé, afin de vérifier la capacité des centrales à maintenir la sûreté, y compris en cas d'événements dommageables graves.

Nous nous engageons à maintenir les plus hauts niveaux de préparation et de capacité d'intervention d'urgence pour atténuer les effets d'un accident nucléaire. En outre, nous nous efforçons d'assurer, dans toute la mesure du possible, la transparence en cas de crise pour tenir le public informé des événements qui surviennent et de leur évolution.

**Kiev
Le 19 avril
2011**